

Michel II

Un nouveau gouvernement sans la N-VA

La réforme des pensions a beaucoup à y perdre

Pas mal de textes ne nécessitent pas le passage devant le Parlement

L'absence de majorité parlementaire va compliquer - ou empêcher - l'adoption de certaines réformes toujours dans les cartons.

Pas besoin de vous faire un dessin : un gouvernement minoritaire n'a, par définition, plus de majorité à la Chambre. Et ne peut donc plus y faire voter de nouvelles lois sans apport de voix de l'opposition. La N-VA s'est dite prête, ce dimanche, à continuer de jouer le jeu sur les dossiers socio-économiques. À vérifier. Et comme elle était en désaccord avec ses partenaires sur plusieurs réformes, ce n'est pas gagné pour autant, sauf à imaginer que l'Orange bleue - nouveau nom de la coalition - lâche du lest pour la contenter.

Le dossier qui a le plus à perdre, c'est celui des **pensions**. Rappelez-vous le « deal » : l'équipe Michel allait reculer de deux ans l'âge du départ à la retraite (en retardant aussi celui du départ en pré-pension), mais en échange les fins de

carrière seraient assouplies pour les métiers reconnus pénibles, autorisés à décrocher plus tôt. La première partie a été votée : l'âge de départ passera à 66 ans en 2025 et à 67 ans en 2030. Mais la seconde reste en rade.

Les partenaires sociaux ne sont pas parvenus à s'accorder sur la reconnaissance de pénibilité des métiers du privé. Des conciliateurs ont été nommés, suggérant de reporter le brûlot, et d'adoucir d'autres mesures en attendant. Le gouvernement s'y résoudra-t-il pour s'attirer les grâces de l'opposition ?

JUSTICE ET HÔPITAUX

Dans les coulisses de la rue de la Loi, on reconnaît que cela pose problème. « *Mais on pourrait imaginer que les critères de pénibilité deviennent un des enjeux de la campagne électorale* », souffle un conseiller. D'autres dossiers semblent moins inquiéter le gouvernement Michel II. En janvier au

Pénibilité : les

conciliateurs
avaient proposé
de geler la réforme

plus tard, patrons et syndicats devront par exemple entamer la négociation du prochain **accord interprofessionnel**, dont dépend notamment la norme salariale. « *Qu'elles réussissent ou échouent, les mesures qui y sont liées ne devront de toute façon être décidées que par arrêté royal* », dit-on dans l'entourage du gouvernement.

D'éventuelles conséquences du **Brexit** dépendraient également du seul Conseil des ministres. Tout comme le projet de révision des **allocations de chômage** (les demandeurs d'emploi recevraient plus au début, puis la dégressivité de leurs allocations serait accrue), qui pourrait, assure-t-on, se régler par un simple arrêté ministériel. L'avenir du **Pacte d'investissement** cher à Charles Michel ? « *Il se*

jouera surtout au sein du comité de concertation et constitue un engagement sur le long terme », rétorque une huile gouvernementale. La sécurité ? « *Elle se joue au sein du Conseil national de sécurité, plus qu'au Parlement* », répond le même.

Plus immédiat, le **budget 2019** sera voté avant la fin de l'année. Mais comme la N-VA l'a déjà validé en commission, la « majorité minoritaire » a bon espoir qu'elle le vote également en séance plénière. Cela s'annonce plus compliqué sur le **Jobs Deal** annoncé cet été. Ou une série de réformes de la **Justice** et en soins de santé, dont le plan de redéploiement des **hôpitaux**. Une série de **nominations** à des postes importants reste par ailleurs à trancher. Ici, paradoxalement, le gâteau devra se répartir entre moins de convives même si des candidats évincés pourraient prendre prétexte de la situation pour déposer des recours... ●

CHRISTIAN CARPENTIER

Décryptage

Les gagnants et les perdants de la crise

Qui perd et qui gagne dans la crise politique majeure du moment ?

> **MR.** L'opposition ne va pas le rater : avoir choisi un partenaire comme la N-VA lui sera quotidiennement reproché, d'ici au retour aux urnes. Le paiera-t-il cash ? Cela dépendra de sa capacité à faire tout de même voter des lois avec le soutien de partis de l'opposition, et pas seulement de la N-VA, pour éviter d'avoir à subir l'image d'un gouvernement en affaires courantes incapable de gouverner. En profiter pour adopter un message plus empathique pourrait aussi l'y aider. En attendant, le grand vainqueur de

la crise est Charles Michel, qui s'est réaffirmé en patron, et non plus en exécutant de De Wever.

> **N-VA.** On l'explique déjà par ailleurs : si les nationalistes jouent effectivement le jeu sur les réformes socio-économiques, ils contenteront les puissants lobbies qui les soutiennent, au sein du patronat et des classes moyennes. Par contre, ils ne pourront pas peser sur la liste des articles de la Constitution ouverts à révision sous la prochaine législature. Ce qui signifie qu'aucune réforme institutionnelle ne pourra intervenir avant 2024. Son électoralat le plus à droite pourrait lui en faire amèrement le re-

proche.

> **CD&V et Open VLD.** Bart De Wever a déjà donné le ton : ce sont eux qui sont rendus responsables de la crise du moment, et donc de l'incapacité de s'opposer au Pacte des migrations. Il leur faudra de gros efforts de communication pour contrer le message populiste des nationalistes sur ce sujet. Il faudra aussi que leurs ministres continuent à réaliser des réformes dans leurs départements pour espérer récupérer l'électorat que la N-VA leur avait pris aux élections de 2014.

> **PS, cdH et Ecolo.** Depuis samedi soir, leur communication est limpide : « *On vous l'avait bien*

dit ! ». Pour eux, la crise est l'occasion rêvée de décrédibiliser le MR. Mais l'électeur goûte-t-il ces petits jeux ? Le risque est grand qu'il soit plutôt gagné davantage encore par l'antipolitisme, ce qui pourrait coûter cher aux partis « classiques » dans les urnes. En attendant, ce n'est pas un hasard si la nouvelle équipe a placé les urgences climatiques dans ses trois priorités : Ecolo-Groen caracole dans les sondages, c'est lui l'ennemi à contrer... ●

CH. C.

Maggie De Block tacle (déjà) vertement Theo Francken

La N-VA épargne (relativement) le MR mais s'en prend sèchement au CD&V et à l'Open VLD, les rendant responsables de son départ ? La riposte n'a pas tardé. Et elle promet des combats qui seront sans pitié d'ici aux élections. À peine intronisée nouvelle ministre de l'Asile Maggie De Block (Open VLD) a sèchement tacle son prédécesseur, Theo Francken (N-VA). Des propos d'autant moins anodins que la ministre de la Santé était en

charge du département de l'asile, sous le gouvernement Di Rupo.

« EN PLEIN CHAOS ! »

« *Je récupère un département en pleine crise et en plein chaos* », a-t-elle asséné à peine nommée. Si elle reconnaît qu'au début du gouvernement Michel M. Francken suivait la ligne de la coalition précédente, ces dernières semaines, « *cette ligne n'était plus suivie* ». Elle annonce donc vouloir reprendre les

principes « *stricts mais justes* » qui étaient les siens. Et qui, pour rappel, avaient fait d'elle sous le gouvernement précédent une ministre ul-

tra-populaire, exactement comme M. Francken l'était devenu.

« *Je ferai mon travail mais je ne peux pas tout résoudre en un claquement de doigts* », a d'emblée annoncé Maggie De Block. « *J'ai toujours défendu une politique stricte mais*

juste. Ceux qui ont des droits doivent pouvoir les exercer, mais ceux qui ne sont pas reconnus doivent quitter le territoire. La problématique de la migration est extrêmement complexe. Pour trouver une solution à long terme, nous devons collaborer constructivement au sein de l'Europe et avec les pays d'origine ». Elle confie d'ailleurs s'être déjà mise « *discrètement au travail* » pour résoudre les problèmes... ●

CH. C.